



## Paroles de femmes

**p 8 L'égalité des genres, une condition indispensable au développement durable**

Edwige Marie Aimée Sou est nigéro-burkinabè. Elle nous livre son témoignage.

**p 12 Les femmes malgaches au cœur de la transformation sociale de leur pays**

Lors de sa mission à Madagascar en avril dernier, Geneviève Mauguet, chargée de projets, a pris le temps d'écouter les femmes.

**p 19 Agir jour après jour pour un équilibre des droits et des pouvoirs**

Entretien avec M<sup>me</sup> Marie Roseleine Jean Baptiste, secrétaire de l'ADRESFEM, une association haïtienne pour le respect et la dignité des femmes.

# Edito

Parité, égalité entre les sexes, égalité des genres, ce sont les termes utilisés très souvent sous une forme revendicative dans les pays du Nord ou dit occidentaux. Cependant, les pays du Sud global, pour reprendre cette expression des années 80, ne sont pas en reste, surtout pour nombre d'entre eux où le développement économique progresse rapidement.

Pour les autres pays encore très nombreux en queue de peloton à l'IDH (Indice de développement Humain) le sujet est aussi important. Les femmes l'abordent et en parlent, mais avec parfois une approche différente suivant leur pays, leur culture et leurs traditions. Elles parlent beaucoup d'équité ou d'identité, voire de reconnaissance, et c'est un vrai sujet de société.

Le genre est une construction sociale et culturelle qui crée une distinction entre les femmes et les hommes selon des différences que la société leur attribue. Cette distinction permet de justifier par exemple les MGF (Mutilations Génitales Féminines) et les mariages précoces pour les filles, le travail des jeunes garçons, d'où découle la non scolarisation.

L'empowerment ou autonomisation désigne le processus par lequel une personne ou une communauté acquiert les moyens de prendre des décisions, d'agir de façon autonome et d'exercer un contrôle sur sa vie en s'affranchissant d'une autorité et de servitudes, ainsi que de tous les préjugés.

*“Alors que les changements de normes sociales sont le fait de changer les croyances des personnes, les changements dans les normes de genre requièrent des bouleversements dans les politiques institutionnelles et dans les relations de pouvoir.”* (UNICEF)

L'Objectif de développement Durable n°5 des Nations Unies vise à parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Mais cet ODD ne doit pas se traiter isolément. Les évolutions découlent d'une approche évolutive transversale aux 16 autres ODD.

Projets sur l'eau potable, projets sur la santé, projets sur la scolarisation et l'alphabetisation, projets sur les activités génératrices de revenus, projets sur l'agriculture durable ou l'élevage, autant de projets pour lesquels nous devons à LACIM avoir une approche par le genre. Cette approche genrée, nécessaire, et qui peut être

différente suivant les pays, confirme les principes fondamentaux de LACIM d'être à l'écoute des populations et notamment des femmes, pour la réussite des projets.

Nous avons souhaité aborder ce sujet dans ce numéro 42 pour bien vous faire comprendre la complexité, la diversité rencontrée au contact des différentes populations.

Comment traiter cette thématique ? C'était la question dès le départ. Après de longues réflexions, de nombreux échanges, en passant par des phases d'enthousiasme et des phases d'abandon du sujet, l'idée est finalement venue que le plus juste était de donner la parole aux femmes. Un numéro avec beaucoup de texte, mais des mots durs, des pensées et des paroles tellement fortes de toutes ces femmes, de différents pays, de différentes cultures, que vous ne vous lasserez pas.

Alors bonne lecture de « Paroles de femmes » !

Yves Gaucher, Président



« L'égalité pour les femmes n'est pas seulement une question de femmes, c'est une question humaine. »

Ban Ki-moon

## SOMMAIRE

Edito	p 2
Développement et égalité femmes - hommes	p 3-4-5
Burkina Faso - Le niveau de revenu des femmes bouscule les attributions traditionnelles	p 6 & 7
Niger - L'égalité des genres, une condition indispensable au développement durable	p 8
Mali - Concilier égalité des droits et responsabilités familiales	p 9-10-11
Madagascar - Les femmes malgaches... au cœur de la transformation sociale de leur pays	p 12-13-14-15
Inde - Main dans la main, accompagner le changement des mentalités	p 16-17-18
Haïti - Agir jour après jour pour un équilibre des droits et des pouvoirs	p 19
Informations	p 20

Directeur de la publication : Yves GAUCHER  
Rédactrices en chef : Marie-Anne MARTIRÉ et Véronique RÉGNIER  
Création et impression : Imprimerie ROLAND LENTILLY (69210)

Dépôt légal à parution.  
Bulletin annuel gratuit. ISSN 1763-8585.

LACIM - Association de Solidarité Internationale  
Association Loi 1901 - Reconnue d'utilité publique - Siège 42540 Croizet s/ Gand - France  
Tél. : 04 77 63 25 42 / Email : lacim@lacim.fr

# Développement et égalité femmes - hommes

Il faudra encore plus de 100 ans avant d'atteindre la parité entre les femmes et les hommes dans le monde. Pour les pays les plus pauvres, la marche sera encore plus haute.

Malgré des évolutions notables dans différents pays et différents domaines, l'égalité femmes-hommes est encore loin d'être atteinte. C'est un combat quotidien qui se joue sur tous les fronts pour que les femmes puissent bénéficier des mêmes droits que les hommes. C'est l'objectif 5 du développement durable (ODD)



## Objectif :

« Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles »

Le fondement même d'une société équitable n'est pas qu'un objectif du Programme 2030.

« Il s'agit du fondement même d'une société équitable et d'un objectif sur lequel tous les autres objectifs doivent reposer. En faisant tomber les barrières qui entravent la pleine participation des femmes et des filles à tous les aspects de la société, nous libérons le potentiel inexploité qui peut être le moteur du progrès et de la prospérité pour toutes et tous. »

Maria Francesca Spadolisano, sous-secrétaire générale de la coordination des politiques et des affaires inter institutions du DESA.

### Dans le monde



Les hommes détiennent 50% de richesses de plus que les femmes

61% des personnes les plus pauvres sont des femmes



1/3 des femmes a subi des violences physiques et/ou sexuelles au cours de sa vie



Les femmes assurent plus des 3/4 du travail domestique non rémunéré

2/3 des analphabètes sont des femmes



80% des personnes déplacées climatiques sont des filles et des femmes



Une fille sur 5 est mariée avant d'avoir atteint l'âge adulte



L'écart salarial entre les hommes et les femmes est de 19%



Dans les **pays en développement**, les femmes représentent près de 50% de la main d'œuvre agricole.

Seulement **moins de 13%** possèdent les terres qu'elles cultivent.

Les **écart entre les taux d'alphabétisation** des hommes et des femmes se réduisent, mais sont encore très élevés dans certaines régions

En Afrique subsaharienne, **57% des femmes sont alphabétisées.**

1 an d'étude dans le secondaire réduit au moins de 5% les risques de mariage de mineurs.

Pouvoir exercer une activité professionnelle librement n'est pas encore un acquis universel. Dans **24 pays du monde**, les femmes doivent obtenir de leur mari ou tuteur **légal la permission pour travailler.**

340 millions de femmes et de filles, **soit 8% de la population féminine mondiale**, vivraient encore dans l'extrême pauvreté d'ici 2030 et près d'1/4 connaîtra une insécurité alimentaire plus ou moins grave.

30 pays restreignent le droit des femmes de se déplacer sans autorisation hors de leur domicile.

## 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Seulement **18% des ministres et 24% des parlementaires** dans le monde sont des femmes.

Dans 28 pays des 116 pour lesquels des données sont disponibles, moins de la moitié des femmes âgées bénéficient d'une pension et dans 12 pays, moins de 10% ont accès à une pension.

**1/3 des femmes a subi des violences physiques et/ou sexuelles au cours de sa vie.**

**67 pays** ne considèrent pas les violences domestiques comme un crime.

**43 pays** n'ont aucune législation concernant la question du viol conjugal.

Viols, stérilisations forcées, test de virginité, mutilations génitales...

**Près d'une femme sur deux dans 57 pays en développement** est privée de son autonomie corporelle.

**178 pays** maintiennent des obstacles juridiques à la pleine participation économique des femmes.

**Près de 2,4 milliards de femmes dans le monde** ne possèdent pas les mêmes droits économiques que les hommes.

Dans de nombreux domaines, les progrès sont trop lents. Au rythme actuel, il faudrait environ 300 ans pour mettre fin au mariage d'enfants, 286 ans pour combler les lacunes en matière de protection juridique et éliminer les lois discriminatoires, 140 ans pour que les femmes soient présentes sur un pied d'égalité dans les postes de pouvoir et de direction sur le lieu de travail, et 47 ans pour parvenir à une représentation égale dans les parlements nationaux.

## ■ Pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes, par ses actions LACIM agit !



Alphabétisation des femmes et des jeunes filles



Construction d'écoles et de classes  
Attribution de bourses aux filles



Microcrédits : pour des projets générateurs de revenus, boutiques, artisanat, ...



Maternités et centres de santé, achats de matériel médical, etc...



Achat de moulins à mil et karité



Responsabilité dans les comités de gestion des caisses d'épargne, de l'eau ou du moulin



Construction de puits, forages, châteaux d'eau avec installation de bornes-fontaines



Formation et aide à la mise en place de jardins maraîchers



***L'ÉDUCATION  
EST UN DÉBUT  
INDISPENSABLE  
POUR ATTEINDRE  
L'ÉGALITÉ ENTRE  
HOMMES et FEMMES***

# Le niveau de revenu des femmes bouscule les attributions traditionnelles



Adrienne est originaire du Burkina Faso. Elle est conseillère en Développement Local à la retraite depuis 8 ans, mariée et mère d'une fille. Elle travaille depuis une quinzaine d'années sur la thématique Genre et Développement en tant qu'enseignante et dispense des cours en ligne et en présentiel en partenariat avec la Graduate Institute de Genève et d'autres organismes de développement. Au niveau de la communauté, elle milite dans les associations de développement. Intéressée de ce fait par la question de l'égalité entre hommes et femmes, elle a répondu volontiers à nos questions.

## Y a-t-il au Burkina Faso une division des rôles entre l'homme et la femme ? Est-elle figée ?

Dans mon contexte, les pesanteurs socio-culturelles font que les femmes n'ont pas la même place que les hommes. Il existe une division sexuelle du travail, des rôles et responsabilités entre hommes et femmes. La femme occupe l'espace privé (les activités reproductive : les soins aux enfants, ou travail de care, le ménage, ....) et l'homme occupe l'espace public (les activités productives : activités qui rapportent des revenus, la gestion des affaires de la cité, la prise de décision...). Les rôles et responsabilités attribués aux hommes sont plus valorisés, sont rémunérés, et visibles et ceux attribués aux femmes sont non rémunérés, non valorisés et invisibles.

Dans ma famille nucléaire, du fait que j'ai des revenus et que je participe aux différentes charges, mon point de vue est pris en compte. J'ai accès aux différentes informations et je jouis d'une autonomie de gestion, ce qui veut dire que j'ai la latitude d'utiliser mes revenus à ma guise pour acquérir des biens mobiliers et immobiliers.

Cependant, dans la grande famille, les décisions sont prises par les garçons sans concertation avec les filles. Aussi elles n'ont pas droit à l'héritage.

## Êtes-vous allée à l'école ? Qu'en est-il pour votre fille ?

Je suis allée à l'école et j'ai même fait mes études supérieures à Lyon de 1998-2001 à la Faculté Catholique de Lyon et à l'Université Lumière Lyon 2.

En ce qui concerne l'éducation de ma fille, mon époux participe aux frais de scolarité et à l'achat des tenues. Par contre, tout ce qui concerne les soins me revient. Dans mon entourage, on constate cependant que les hommes s'impliquent de plus en plus dans les corvées d'enfants et le suivi de leurs devoirs.

## Avez-vous des projets pour l'avenir ?

Mon rêve est de poursuivre la formation sur l'approche Genre et Développement de manière à éveiller les consciences sur les inégalités entre hommes et femmes en vue de susciter une transformation des normes de genre pour plus d'égalité.



Aller à l'école, la voie vers l'autonomie



La corvée d'eau, à la charge des femmes...



Le petit maraîchage, pour améliorer les revenus



**Fatouma et Aïcha habitent dans le village de Kampala. Elles ont toutes les deux une petite activité de commerce et sont engagées et en responsabilité dans le développement du village. En présence d'Yves Gaucher alors en mission au Burkina Faso, elles se sont exprimées sur de nombreux sujets touchant à la condition des femmes.**



## Répartition des tâches

« Ce que les hommes font, les femmes peuvent le faire. Il n'y a rien que les hommes font et que les femmes ne peuvent pas faire. »  
« A la maison, nous, les femmes, on fait tout, c'est comme ça, c'est tout. C'est l'habitude. »

## Parole

« Dans la famille, la parole de la femme compte pour l'argent, pour la scolarisation des enfants. Au village, lors des réunions, les femmes s'expriment. Il y a beaucoup de femmes conseillères et aussi dans les coopératives. »

## Parcours scolaire

Fatouma : « Je suis allée à l'école jusqu'au CM1. C'est moi qui ai souhaité arrêter. Maintenant je regrette. »

Aïcha : « Moi, jusqu'en 3ème. C'était un problème financier pour mes parents. Mon père était au Ghana. C'est mon grand-père qui assurait mon éducation. Ensuite je me suis mariée. J'aurais aimé pouvoir continuer, mais ce n'était pas possible. »

## Education des enfants

Fatouma : « J'ai 4 enfants et l'aînée est en 4ème, mais j'ai beaucoup de difficultés financières. Au moment de la rentrée scolaire, souvent, nous n'avons pas de ressources car les récoltes ne sont pas encore faites. Il faudrait avoir une activité génératrice de revenus. »

Aïcha : « J'ai 5 enfants, en 3ème, en 5ème, en 6ème et en CP2. »

Pour elles, leurs maris ont le souci de la scolarisation des enfants, mais d'autres femmes se plaignent de leur mari, et selon elles cela vient du manque d'éducation des maris qui ne comprennent pas l'importance de l'école. Les femmes se battent pour que cela évolue. La polygamie est aussi un frein à la scolarisation. Si un homme a trois ou quatre femmes, il ne peut pas subvenir aux frais de scolarisation de tous les enfants.

## Santé

Fatouma : « Au Burkina Faso, les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans ont droit aux soins gratuits, mais malheureusement il n'y a rien dans le centre de santé. Il y a un manque d'approvisionnement et de moyens matériels. Le centre de santé propose la contraception, et des fois il y a des réunions par les agents communautaires. Il y a de la compréhension de la part de nos maris. »

## Violence à l'encontre des femmes

« Cela devient rare. Il n'y a pas de dénonciation ou de plainte aux forces de police, car ce n'est pas dans la tradition. Quand cela arrive, la femme va se tourner vers un sage qui est souvent un chef coutumier. »

## Politique

« Il y a des femmes élues à la commune. Nous connaissons aussi une femme députée. Ce type d'engagement n'est pas un problème entre mari et femme. »

## Comment voyez-vous votre avenir et celui de vos enfants ?

Fatouma : « J'ai déjà un petit commerce, mais j'aimerais avoir un restaurant. Les obstacles sont essentiellement financiers. Mon mari est prêt et il serait même prêt à changer d'activité pour que cela se réalise. »

Aïcha : « J'ai une fille qui veut être journaliste. Je l'encouragerai. Je ne souhaite pas que mes enfants aient la même vie que moi. Je veux qu'ils n'aient pas la même souffrance au quotidien. »

# L'égalité des genres, une condition indispensable au développement durable



**Edwige Marie Aimée Sou est nigéro-burkinabè. Elle a 59 ans. Elle a été coordinatrice du projet COPRA Niger (Coopérer Pour Réussir l'Avenir au Niger) auquel LACIM a participé. Elle est actuellement promotrice de l'entreprise Dia, prestataire de services dans les domaines du tourisme et de l'hôtellerie, voyages et formations/coaching en techniques d'accueil, hygiène, développement personnel, point focal de société<sup>1</sup>.**

**L**'égalité des genres, cela veut dire que l'homme et la femme ont le même statut et qu'ils bénéficient des mêmes conditions de vie et de travail, en vue du développement socio-économique, culturel et politique de soi-même, de la famille, de la communauté en particulier et du pays de façon générale.

J'approuve et agis en tenant compte des déclarations ci-dessous, respectivement du PNUD<sup>2</sup>, de l'ONU, des constitutions du Burkina Faso et du Niger qui stipulent que tous les citoyens sont égaux, interdit les discriminations notamment celles fondées sur le sexe et garantit le droit de propriété pour tous.

Selon le PNUD en 2015, « l'égalité entre les hommes et les femmes, ou l'égalité de genre, se réfère à l'égalité des droits, aux responsabilités et aux chances des femmes et des hommes, des garçons et des filles. Aussi elle n'est pas une affaire exclusivement de femmes car elle offre des avantages tant pour les hommes que pour les femmes et elle est un droit humain essentiel. »



## S'engager pour promouvoir l'égalité

J'ai des responsabilités, suite à ma prise de conscience grâce à ma mère que j'ai vu lutter contre les discriminations et les violences faites aux femmes à Ouagadougou au Burkina Faso dans les années 1983 à 1996. J'ai appris des merveilles avec elle comme :

- sensibiliser les jeunes, hommes et femmes surtout à inscrire les enfants à l'école, à l'apprentissage d'un métier,
- appliquer le respect, l'écoute et l'humilité dans tous mes actes,
- avoir l'approche et parler sans tabous aux jeunes filles et femmes de la planification familiale (gestion des menstrues, espacement de naissance et hygiène). Sur le plan santé, j'ai profité des connaissances et de l'exemple de ma mère, infirmière d'état au Burkina Faso, et de ma tante et tutrice, sage-femme au Niger à Niamey qui n'ont ménagé aucun effort pour conseiller, soigner et sensibiliser sur la maternité, la santé sexuelle, et autres maux dans le quartier, en famille, dans nos communautés.
- accompagner les jeunes, surtout les filles, à se découvrir pour ressortir leurs points forts et points faibles, leurs

compétences, afin d'affronter la vie et entreprendre avec une vision, un plan d'actions et de développement de leur activité de façon durable.

## Des projets pour l'avenir

Dans ma famille, ma mère était engagée dans la politique. Moi je ne me suis pas engagée à cause entre autres de mon manque de patience et d'endurance. Je trouve que la politique ne passe pas tout de suite à l'action et que les résultats tardent à aboutir.

En free-lance, je vais continuer à inciter les femmes et les jeunes notamment ceux de mon village à se battre, à s'organiser pour travailler et réaliser des activités génératrices de revenus.

Malgré les luttes partout dans le monde, l'égalité des sexes n'est pas acquise. Je pense qu'il faut persévirer en mettant en avant l'alphabétisation, l'éducation, le travail, rien que le travail pour atteindre le bien-être et l'épanouissement de la femme, de façon concertée et participative.

<sup>1</sup> Point focal : un point relais

<sup>2</sup> Programme des Nations Unies pour le développement

## Des grossesses souvent rapprochées



**Aller à l'école, un droit de l'enfant**

**Donner une chance de poursuivre des études**

# Concilier égalité des droits et responsabilités familiales



**Au cours d'un échange à bâtons rompus et en confiance, Gérard Verschoore, chargé de projets au Mali, s'est entretenu avec Mariam. Elle lui a fait part des paroles qu'elle a recueillies auprès des femmes du village de Maribougou dans la région de Sikasso, d'où elle est originaire. Maman de 5 enfants, elle vit aujourd'hui à Bamako mais garde un lien fort avec ces femmes dont elle se fait la porte-parole.**

**V**oici un échantillon des paroles relevées par Mariam.

**« Nous n'avons jamais eu les mêmes places que les hommes que ce soit dans les familles ou dans les lieux de travail »**

- Dans notre pays, nous entendons parler de l'égalité entre les hommes et les femmes. Le sujet nous intéresse beaucoup car nous, les femmes, ignorons nos droits. Nous pensons que les hommes sont nos supérieurs car nous vivons comme des êtres inférieurs aux hommes. Alors que tout ce que les hommes peuvent faire comme travail, les femmes aussi peuvent le faire. Nous sommes quelques fois écouteées pour certains sujets de la famille. Mais pour ceux qui sont traités dans les vestibules<sup>1</sup>, les femmes ne sont pas écouteées car elles ne participent pas à ces réunions.

- Dans notre pays, certains hommes refusent que leurs femmes qui sont allées à l'école travaillent dans les bureaux car ils considèrent que le travail de bureau est réservé aux hommes. Ils les obligent à rester à la maison pour s'occuper des enfants et de la cuisine. Certaines font des petits commerces ou d'autres AGR<sup>2</sup> pour pouvoir générer des revenus.

**« Nous sommes des piliers de la famille »**

- Nous avons de grandes responsabilités dans notre village, car c'est nous qui sommes les premières à nous réveiller le matin et les dernières à nous coucher le soir. Nous nous occupons de nos maris et de nos enfants continuellement.

- Dans les villages, on ne reçoit pas l'argent de popote (pour les repas) de nos maris (cela peut arriver dans les grandes villes). Nous faisons du maraîchage, la coupe et la vente du bois de chauffe et du charbon ce qui nous permet d'acheter des condiments pour faire la cuisine.

- Quand un membre de la famille est malade, c'est à nous de nous occuper de son entretien. Nous entretenons nos enfants, nos maris et nos beaux-parents. Au cours de cérémonies de la famille et du village



## Des générations de femmes qui vivent ensemble

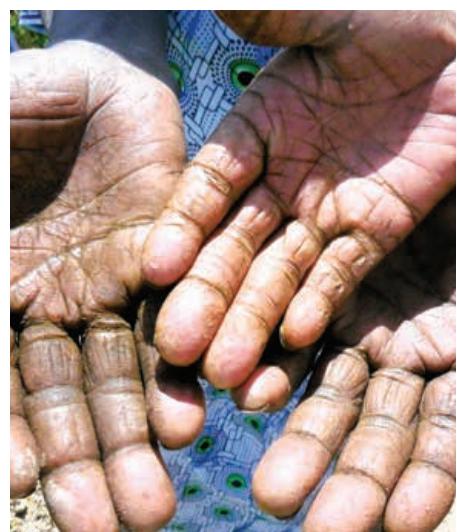
c'est nous les femmes qui sommes chargées de l'organisation, d'accueillir les étrangers et de leur faire la cuisine.

- Nous aidons nos maris dans les travaux champêtres pour la grande famille et nous avons aussi nos petits carrés de maraîchage pour cultiver l'arachide et le riz. Nous vendons une partie de ces récoltes pour prendre en charge toutes ces multiples dépenses.

- Quant aux frais pour l'habillement des enfants, comme pour les frais de scolarité, c'est moi qui m'occupe de cela. De plus, je fais souvent plaisir à mon homme, tout comme beaucoup de femmes, qui achètent des habits neufs pour leurs maris surtout à la veille des fêtes.

<sup>1</sup> Lieux où se tiennent les réunions

<sup>2</sup> Activité génératrice de revenus



**Les traces du labeur**

### « Nous n'avons pas assez de sources de revenus pour subvenir à nos besoins »

- Quand nos filles se marient, l'argent pour les dots est donné aux hommes car c'est eux qui sont les propriétaires de l'enfant, mais c'est à nous les mamans d'acheter les trousseaux aux nouvelles mariées. Pour cela nous demandons très souvent de l'aide à nos parents et à des voisins. Bien souvent les filles doivent aller travailler en ville comme bonnes pour monter leur trousseau.
- Nous n'avons pas les possibilités d'avoir tout ce dont nous avons besoin par manque de moyens.
- Moi j'aime faire le petit commerce mais je n'ai pas de fonds de roulement.
- Nous voulons des gens qui peuvent sensibiliser nos maris à nous aider à prendre en charge les dépenses car ils disent qu'à part l'agriculture ils n'ont pas d'autres sources de revenu. Mais nous non plus, nous n'avons pas beaucoup de possibilités de gagner de l'argent.
- La grande difficulté pour nous les femmes, quand nous sommes malades, est que nous n'arrivons pas à jouer pleinement notre rôle dans nos foyers. Pour ces cas, nous sommes obligées d'avoir recours à des parents. D'autres s'endettent aussi pour pouvoir prendre en charge leurs frais médicaux. Même certaines sont obligées de quitter leurs foyers pour rentrer dans leurs familles paternelles pendant leurs soins. Celles qui sont les plus chanceuses, ce sont celles qui ont des grands enfants (filles ou garçons qui ont des moyens) qui peuvent s'occuper d'elles quand elles tombent malades.
- Beaucoup d'entre nous ne savent pas que ce sont les hommes qui devraient s'occuper des dépenses familiales.



**Le petit commerce**

### « Je regrette beaucoup de ne pas avoir fait l'école »

- Je ne suis pas allée à l'école. Pendant mon enfance, les filles n'allaient pas à l'école. Les gens disaient que « l'école c'est pour les garçons et que la place des filles c'est aider sa maman à faire la cuisine et les travaux domestiques ».

- J'ai des projets mais je n'ai pas les moyens pour les réaliser. Je veux faire le petit élevage mais mon plus grand rêve, ce serait de pouvoir ouvrir une boutique pour faire du commerce.

- Si moi j'avais fait l'école, je pourrais faire le commerce entre la grande ville et mon village. Malheureusement je ne sais ni lire, ni écrire.

- Nous, les femmes, sommes très en retard par rapport aux hommes car beaucoup ont été à l'école même si, pour la plupart, ils ne sont pas allés loin. Mais ils se débrouillent dans la lecture et l'écriture.

- Selon moi, les filles actuelles devraient avoir moins de problèmes que nous car beaucoup vont à l'école. Elles ont aussi accès aux informations à travers les réseaux sociaux.



**L'alphabétisation, pour rattraper les années d'école**



**Toute jeune maman**

### Sur la question de la régulation des naissances

- Je connais le planning familial car on entend cela à la radio et à la télé. Moi personnellement je ne l'ai jamais fait. Il y avait un projet qui était venu dans notre village pour nous en parler. Il organisait des rencontres pour sensibiliser les femmes à se planifier mais mon mari n'a pas accepté que je le fasse. Certaines femmes se sont cachées pour le faire.

## **Sur la question des violences faites aux femmes**

- C'est un grand problème dans notre pays. Nous entendons souvent à la radio des hommes qui ont battu leurs femmes à mort. J'ai entendu ça plusieurs fois. Même ici dans notre village, il y a des femmes qui sont battues par leurs maris et même souvent par des frères de leurs maris jusqu'à être gravement blessées.

- Quand les femmes sont confrontées à des violences, elles vont se plaindre chez le chef de village. Les femmes en parlent beaucoup entre elles. Il est temps qu'on cherche une solution pour ce problème. Beaucoup de femmes souffrent à cause des violences.



### **Quelques points particuliers**

*Les maris ne sont jamais auprès de leur femme au moment de l'accouchement.*

*Des problèmes spécifiques peuvent exister dans les familles où le mari a plusieurs femmes, particulièrement dans les grandes villes.*

*La pratique de l'excision reste un problème réel chez les femmes et il n'est toujours pas résolu. Cet acte est encore pratiqué à environ 80% dans des conditions le plus souvent désastreuses. Et les femmes en subissent les conséquences toute leur vie.*

*Ce sont les très jeunes filles excisées qui rencontrent le plus souvent des complications lors de l'accouchement car beaucoup sont mariées trop jeunes.*

*Dans la plupart des cas, ce sont les grands-parents de l'enfant qui décident. Donc pour les convaincre, ce n'est pas facile, surtout ceux qui sont dans les villages.*

*Cette pratique est officiellement interdite depuis 1999, même s'il n'existe aucune véritable sanction punissant l'excision. Ceux qui le font se cachent pour le faire. Et comme ce sont les parents eux-mêmes qui amènent leurs enfants à exciser, il n'y a pas de dénonciation, sauf parfois en cas de complication.*

*Dans les grandes villes, cette pratique a malgré tout tendance à diminuer.*



# Les femmes malgaches... au cœur de la transformation sociale de leur pays



Geneviève Mauguet, chargée de projets, est partie en mission à Madagascar en avril 2025 :

« Ce fut pour moi une chance de pouvoir croiser les regards, croiser les mots, écouter les paroles de femmes attachantes, touchantes dans leur volonté de se raconter.

Il m'a fallu - avant chacune de ces rencontres éphémères - prendre le temps de poser mes convictions - ma vision de femme européenne - pour laisser venir à moi leurs mots, leurs témoignages, sans filtres, sans a priori. »

**R**estituer tout cela est un honneur pour moi car toutes les femmes ont « osé » se dire, donner leurs avis, faire part de leurs histoires de vie, livrer leurs rêves... avec en prime leurs sourires, leurs rires.

## En marche...

Pourtant gardienne et garante des traditions séculaires très prégnantes dans la société, la femme malgache accueille la modernité dans son quotidien et la question de l'égalité entre hommes et femmes n'est en aucun cas une incongruité.

La notion d'égalité entre les hommes et les femmes semble tout à fait naturelle et logique pour les femmes rencontrées, qu'elles soient jeunes ou plus âgées, qu'elles vivent en milieu urbain ou en brousse. Elles ont différentes manières d'aborder le sujet :

### Ironiques

« Nous, nous sommes toutes célibataires avec des enfants. Les pères nous ont abandonnées. Alors, oui, forcément, nous sommes les égales des hommes puisque

23 femmes rencontrées, âgées entre 20 et 70 ans, quelques-unes de zone urbaine, les autres résidant en brousse dans le bourg de Fiadanana ou dans des hameaux isolés. 1 d'entre elles n'est jamais allée à l'école, 15 se sont arrêtées en cours d'école primaire parfois dès le CP, 2 ont fréquenté le collège, 5 font ou ont fait des études secondaires.

*nous sommes obligées de tout faire, et d'élever nos enfants toutes seules* »

*- Un groupe de 3 femmes en zone rurale -*

### Optimistes

« Ici, les femmes sont très fortes, même si elles sont illétrées, elles savent surmonter les problèmes. Beaucoup d'entre elles sont intelligentes. Elles savent utiliser leur intelligence pour affronter les difficultés de leur vie quotidienne ». *I - 22 ans - études médicales à Antananarivo*

« Maintenant les femmes peuvent faire des études et choisir le métier qu'elles souhaitent. Il y a même des femmes ministres »

### Réalistes

« Au sein de nos familles, notre parole est entendue et respectée comme celle des hommes. Mais, à l'extérieur, en réunion, ce sont d'abord les hommes qui sont écoutés... nous pouvons prendre la parole après »

*- Un groupe de femmes en zone rurale -*

*« Dans certaines régions reculées, les rations de nourriture données aux petites filles sont moins importantes que celles des garçons. Ce n'est pas l'égalité et il faut arrêter cela ! » E - 25 ans - 5ème année de médecine*

Pour certains observateurs - grâce à plusieurs lois cadres - Madagascar est sur la bonne voie pour réduire l'inégalité Femme-Homme, et ce malgré les lacunes dans leur application et vulgarisation, particulièrement dans les zones les plus reculées.

Les femmes évoluent actuellement, même si plus en ville qu'en brousse, mais avec l'accès à l'éducation, la santé et le droit de vote et de se présenter aux élections... toutes sont en marche.

« Mais, ce qui reste difficile encore, c'est que les hommes évoluent eux aussi » !

*M - 40 ans*



*Les femmes s'associent*





Un accueil en chansons

## Garantes et responsables de l'avenir de leurs enfants

« L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde ». Cette citation de Nelson Mandela illustre parfaitement les propos de toutes les femmes rencontrées sur l'éducation.

Les femmes malgaches assument, malgré les défis quotidiens qu'elles ont à affronter, la responsabilité de l'avenir de leurs enfants. Elles le disent toutes : seule l'éducation permet d'envisager une vie meilleure, de mieux s'insérer dans la société, de faire bouger leur pays.

« Les pères ne s'investissent pas ou peu dans l'éducation de leurs enfants. C'est nous, les mères, qui avons conscience de l'importance de leurs études » - M - 28 ans - responsable d'un Centre de Soins en brousse

### Quelques données

74 % de la population scolarisée en primaire...10 % au lycée

Madagascar fait exception dans la zone Afrique pour ce qui concerne la fréquentation des filles à l'école. Les filles y sont inscrites pratiquement à parité avec les garçons. Le taux d'achèvement des différents cursus est certes très faible mais il est le même pour les filles que pour les garçons, voire légèrement supérieur pour elles.

Si nombre de femmes, particulièrement en brousse, n'ont même pas pu achever leur cursus d'école primaire, toutes ont une conscience très aiguë de l'impact de l'éducation dans une vie :

« Moi, j'ai toujours rêvé de devenir « Chef de Fouktani » (ndr : responsable de hameau ou village), mais je ne pourrai pas, parce que je ne sais pas bien lire. Pour cela, je suis malheureuse d'avoir arrêté l'école » - M - 40 ans - mère de famille - en zone rurale

Elles mettent donc toutes un point d'honneur à « prendre soin de l'éducation de leurs enfants » et à leur donner la chance qu'elles n'ont pas eue.

« J'ai poussé tous mes enfants, filles et garçons, pour qu'ils aillent à l'école et pour qu'ils poursuivent leurs études.

« Nos enfants représentent l'avenir de leur pays. C'est pour cela que nous voulons une école pour notre village, ils doivent pouvoir étudier et avoir un métier » Une représentante d'une association de femmes

## Déterminées, persévérandes, engagées... au service du collectif

En brousse, toutes sont investies d'une manière ou d'une autre dans la vie de leur village ou de leur quartier. Tout d'abord, au sein des associations de femmes : ces associations fédèrent les femmes et leur permettent d'organiser des activités susceptibles d'apporter quelques améliorations et revenus pour leur famille : couture, vannerie, tissage, jardins maraîchers... Par ce biais, elles tissent aussi des liens forts avec leurs familles et leurs communautés, œuvrent à la préservation des savoir-faire locaux.

Leur implication dans des organisations diverses souligne leur volonté de participer activement au développement du pays et à la promotion des droits des femmes. Elles connaissent d'ailleurs toutes la journée du 8 Mars (Droits de la Femme), largement célébrée.

Ensuite certaines d'entre elles acceptent d'autres responsabilités au service du collectif : chef de Fouktany, Chef de Carreau (quartier), présidente d'association.

« En tant que chef de Carreau sur mon quartier, je suis chargée de régler des problèmes en mobilisant les habitants sur divers sujets collectifs : par exemple, la propreté du quartier. J'ai été désignée par les habitants » - B - 40 ans - travaille par intermittence pour des ONG

Et alors que pensez-vous de la politique, aimeriez-vous vous engager ?

A Madagascar, même si la parité au sein des instances politiques et institutions nationales est loin d'être atteinte, certaines femmes exercent des mandats de maires, députés, ministres... Des lois récentes promeuvent la parité politique dans tous les niveaux de décisions publiques.

Et pourtant, unanimement, les femmes rencontrées rejettent le système politique actuel :

« Ha non ! certainement pas ! cela ne m'intéresse pas du tout car il y a trop de corruption et de mensonges. Je préfère m'engager au sein de ma communauté » - M - 28 ans

« Je n'ai même pas ma carte nationale d'identité, alors la politique... (éclat de rire) » - V - 20 ans

Les jeunes femmes en cours d'études secondaires sont particulièrement critiques à l'égard de la classe politique en dénonçant l'hypocrisie et l'inaction dans de nombreux secteurs vitaux du pays, comme par exemple la santé.

« La politique à Madagascar, ce n'est pas la même chose qu'en France. Ici, elle est un problème pour la société »

« Je ne m'y intéresse pas actuellement car il n'y a pas de liberté réelle. J'aimerais pourtant m'investir pour que la misère et l'insécurité cessent de s'aggraver... mais cela me fait peur, c'est dangereux ».

## Vivre sa vie de femme

Même au cœur de la zone de Fiadanana, pourtant délaissée par nombre d'institutions publiques, les femmes peuvent – et le reconnaissent – avoir accès à l'information et l'obtention de moyens contraceptifs. Les centres de soins font un travail considérable en ce domaine. Les actions conjuguées du planning familial, des ONG, des personnels de santé, portent réellement leurs fruits. Même l'école exerce une mission préventive et les élèves ont des séances de sensibilisation, au moins au niveau collège et lycée, pour prévenir les grossesses précoces.

Mais l'urgence et les besoins en termes de contraception sont encore très forts.

« Dans les zones rurales, là où il n'y a pas de distraction, les rapports sexuels commencent très tôt pour les jeunes, les grossesses précoces sont nombreuses. » *Un homme – 40 ans*

« Et l'avortement est interdit dans notre pays. Il se pratique clandestinement avec des conséquences parfois terribles pour certaines femmes » *1 – 25 ans*

Le sujet de la contraception est abordé au sein des couples. Mais des freins persistent. Certains jeunes sont encore réticents, notamment ceux qui n'ont pas encore d'enfants.

« Même si le sujet n'est pas tabou, les méthodes contraceptives font encore peur. Certaines jeunes femmes craignent de ne plus pouvoir avoir des enfants plus tard » *F. 22 ans – en étude de sage-femme*

« A Madagascar, mieux vaut être enceinte que d'être mariée. L'important c'est l'enfant, c'est une richesse. Il faut comprendre qu'une femme stérile ou qui reste sans enfant, peut être rejetée » *F – 22 ans*

Les violences faites aux femmes, même si elles sont dénoncées, ne constituent pas (en apparence et auprès des femmes interviewées) une cause primordiale, nationale, comme nous pouvons le vivre en Europe.

« Oui, j'en ai entendu parler, mais je ne connais personne autour de moi qui aurait été violentée ».

« On ne raconte pas à l'extérieur ce qui se passe dans le foyer »

« Les femmes peuvent déposer plainte. Mais c'est encore tabou. On n'en parle pas car on a trop honte. Même entre femmes, en parler est difficile »

- un accès limité à la formation lorsque leur scolarisation a été écourtée

- .../...

Comment ne pas céder au fatalisme ?

« Je sais bien que je ne trouverai jamais de travail qui me permettrait d'avoir une vie meilleure. C'est le destin » *V – 20 ans – n'a pas été scolarisée*

« En tant que femmes, nous ne pouvons pas dire que nous sommes heureuses ici. Mais c'est ainsi, c'est notre destin » *Un groupe de femmes qui élèvent seules leurs enfants.*

Cependant, sans qu'elles mesurent l'importance de leurs actions quotidiennes, les femmes malgaches, par leur résilience et leur capacité d'adaptation, sont essentielles à la cohésion sociale.

Et même si leurs efforts sont souvent invisibilisés, même si la route est difficile pour elles, la force de leurs rêves les tient debout.

### Mon rêve ?

Pouvoir acheter un terrain et le cultiver pour faire vivre ma famille  
Que mon fils devienne pilote de ligne  
Avoir une maison en « dur »  
Pouvoir vivre de mon travail  
Devenir cardiologue  
Que ma petite-fille ait un métier quand elle sera grande  
Aider par mon action en tant que sage-femme à faire progresser le niveau de santé  
Monter ma propre société d'import-export de produits locaux

La femme malgache rêve d'avoir un travail... et de vivre en paix.



# Main dans la main, accompagner le changement des mentalités



Secrétaire de l'ONG Hope en Inde, J.Sheeba Subramanyam est très engagée auprès des populations tribales pauvres de son pays, en particulier au sein de la communauté Irula, dans le Tamil Nadu. Son regard et son expérience au contact du terrain sont les raisons pour lesquelles nous l'avons interrogée.

**Q**uelles sont les mesures spécifiques en Inde pour favoriser l'égalité des genres ?

L'Inde a adopté les recommandations de l'Agenda des Nations Unies sur l'égalité des genres sous la forme d'une loi centrale, et les a transmises aux différents États et territoires de l'Union pour qu'ils les intègrent dans leur législation et les mettent en œuvre, afin d'assurer la représentation des femmes dans tous les domaines.

La formation et l'emploi des femmes bénéficient d'un pourcentage réservé, fixé par la réglementation spécifique aux femmes.

Au sein du collège électoral, le pourcentage réservé aux femmes est de 33 %. Ainsi, en commençant par le Panchayat\* de village, le Panchayat de mandal et le Panchayat de district, les femmes trouvent leur place et obtiennent une représentation digne et respectée. Mais en ce qui concerne l'élection des femmes aux Assemblées législatives des États et au Parlement indien, les possibilités sont très limitées. Cet espace politique n'est pas véritablement ouvert aux femmes, même lorsqu'elles sont hautement diplômées. Un débat est en cours sur l'octroi d'une réserve de 33 % des sièges pour les femmes, afin qu'elles puissent être élues comme membres des Assemblées législatives et devenir membres du Parlement.

Avez-vous la même place que les hommes ? Votre parole compte, car vous êtes la cheffe de famille nous semble-t-il, mais est-ce que vous avez toujours eu ce statut ? Avez-vous acquis facilement vos responsabilités dans la société ?

Les femmes rurales restent encore prisonnières de tabous selon lesquels elles doivent toujours se placer derrière les hommes et ne peuvent pas franchir la limite, car ce sont les hommes qui gardent le contrôle, aussi bien à l'intérieur de la maison qu'à l'extérieur. Les femmes sont profondément tournées vers la famille : elles soutiennent, prennent soin de leur mari et de leurs enfants, travaillent toute la journée et finissent souvent par négliger leur propre bien-être et leurs plaisirs personnels.

En tant que femme de famille, j'ai suivi mon mari tout au long de sa vie, en réalité je me suis retrouvée à devenir la « seconde tête » du foyer.

La responsabilité que j'ai acquise dans la société est le fruit de mon éducation, de mon expérience et de mon engagement profond au sein de la communauté. J'ai gagné le respect grâce à un travail acharné. J'ai acquis ces responsabilités très progressivement.

Le travail de développement communautaire exigeait ma présence physique jusque dans les villages les plus reculés, ce qui demandait de l'intérêt, de la patience et de

l'endurance, car il fallait parcourir de longues distances sous un soleil brûlant. Le chemin vers le développement n'a donc pas été facile.

Dans une certaine mesure, j'ai eu le privilège de faire ce que je voulais, notamment dans des domaines comme discuter avec les femmes et réfléchir, individuellement et collectivement, pour proposer des idées d'amélioration dans les initiatives de développement. J'ai pris sur mes épaules certains risques. Par exemple, pour parler hygiène personnelle des femmes, accouchement, croissance et nutrition des enfants, éducation, m'engager dans la prévention des mariages précoces des filles, une pratique suivie depuis des générations. Aujourd'hui, cette pratique est en train de disparaître, et une transformation s'est enracinée au sein des familles et de la communauté. Ce sont mes centres d'intérêt spécifiques.

\* Un panchayat est un conseil local élu en Inde, qui constitue la base de l'autogouvernance rurale. Il existe à trois niveaux : village (Gram Panchayat), bloc ou mandal (Panchayat Samiti) et district (Zila Parishad). Ces institutions permettent aux habitant.es, y compris aux femmes grâce aux quotas de représentation, de participer directement aux décisions concernant le développement, l'administration et la gestion des affaires locales.



Portrait de Sheeba



Sheeba, cheffe de famille

**Est-ce que les filles et les garçons ont les mêmes chances de pouvoir étudier ? Est-ce que les hommes prennent leur part dans les soins et l'éducation des enfants ?**

Il y a quelques années, la communauté tribale Irula ignorait l'importance de l'éducation des enfants, et l'idée de construire un avenir pour eux était absente. Aujourd'hui, les hommes, comme les femmes, ont compris l'importance de l'éducation de leurs enfants. Ils jouent désormais un rôle central dans l'inscription des enfants dans les écoles publiques, et la continuité de l'éducation est un aspect surprenant de cette communauté. Les changements remarquables observés chez les hommes sont précieux et reflètent l'évolution constante des habitudes de la communauté. Cependant, les garçons ont plus de chances de poursuivre des études supérieures que les filles. Il reste donc nécessaire de créer davantage d'opportunités pour leur permettre d'accéder de manière égale à un enseignement supérieur.

**Les soins médicaux pendant la maternité sont-ils accessibles dans les villages ?**

**Est-ce que c'est facile pour les femmes d'avoir accès aux informations sur la contraception ? Est-ce un thème partagé par les hommes et les femmes au sein des couples ?**

L'accès aux structures médicales est limité, car la communauté se trouve dans une zone reculée. Pour les besoins liés à la maternité, les femmes enceintes sont transportées jusqu'à la route principale la plus proche, d'où une ambulance peut ensuite être accessible.

Le personnel féminin de santé gouvernemental est affecté à la région ; chaque agent doit se rendre dans chaque communauté, visiter chaque foyer, rencontrer les femmes, répondre à leurs besoins personnels et assister celles qui ont besoin de contraception. Un programme de planification familiale a été mis en œuvre de manière intensive entre 1970 et 1984, mais il a été relégué au second plan au fil du temps. Aujourd'hui, cela relève du choix des couples. Les discussions sur la contraception entre une femme et son mari existent, mais ce sujet reste souvent jugé moins important.

**On entend beaucoup parler de violences faites aux femmes, comment ce phénomène évolue-t-il en Inde ? Y-a-t-il des mesures prises ?**

La violence envers les femmes existe, mais le Parlement et les différentes Assemblées des États ont adopté des lois pour protéger les femmes. Le gouvernement prend des mesures en envoyant du personnel pour sensibiliser les filles, les adolescentes et les femmes à la sécurité personnelle, afin de protéger chaque individu contre les agressions, en particulier de la part des hommes. Des mesures de sécurité ont été mises en avant, notamment la mise à disposition de sprays au poivre pour que les femmes puissent se protéger en cas de danger. Le spray au poivre n'est toutefois qu'une option parmi d'autres. De nombreuses autres mesures de protection ont été répertoriées et mises en œuvre.

Les femmes employées dans les secteurs privé et public sont sensibilisées à la sécurité personnelle et à la protection. Des règles à suivre et à éviter ont été élaborées, et des numéros d'appel d'urgence sont mis à la disposition de celles qui en ont besoin.

Les plaintes des filles et des femmes sont prises au sérieux par l'administration gouvernementale et le service de police. La violence domestique est également traitée avec sérieux : la famille est convoquée pour tenter de résoudre le différend à l'amiable, et les cas non résolus sont portés devant la justice pour être définitivement réglés. De nos jours, les cas de violence envers les femmes ou de violence domestique ne sont entendus que ponctuellement. L'essentiel est que la peur des peines de prison lourdes, instillée dans le public, contribue à prévenir et à limiter la violence envers les femmes.

**Est-ce qu'il y a des endroits où les femmes peuvent parler si elles sont confrontées à la violence ? Est-ce que les femmes en parlent facilement entre elles ?**

Les femmes disposent de divers forums pour discuter de leurs expériences de violence, et les plaintes des filles et des femmes sont prises au sérieux. Des forums de femmes existent au niveau du village, du bloc, du mandal, du district et de l'État.

Les femmes parlent effectivement de la violence ; dans notre communauté rurale, elles n'hésitent pas à partager leurs expériences. Les femmes de notre communauté se sentent libres de me confier toutes les questions qui affectent leur vie et leur tranquillité d'esprit.



**Education ménagère**



**Développement d'une épicerie**

**Est-ce que vous vous êtes engagée dans la vie politique de votre pays ?**

La politique en Inde est basée sur la région, la caste et la religion, et surtout contrôlée par des familles influentes. Les familles politiques puissantes ou les communautés dominantes dictent les règles, et à côté d'elles, je ne suis qu'une petite joueuse.

Je préfère donc agir en toute sécurité au sein de ma communauté, là où résident mes intérêts. Je n'ai pas de temps pour la politique ; mon attention se concentre plutôt sur le développement communautaire et le renforcement de la communauté, c'est le cœur de mes préoccupations.

M'impliquer en politique ne m'intéresse pas.

**Quels sont les projets que vous aimeriez réaliser ?**

Mes aspirations se résument en trois points :

- Voir une amélioration des conditions de vie de notre communauté tribale Irula, car les jours d'ignorance sont derrière nous ; il est maintenant temps de se concentrer sur le développement pour améliorer les familles.

- Poursuivre notre longue expérience de travail avec les communautés, ce qui se traduit par des relations heureuses. Nos observations et les initiatives de développement mises en œuvre sont la preuve d'un progrès réalisé main dans la main.

- Persévirer : le parcours accompli jusqu'à présent montre que notre chemin est encore long et l'endurance reste notre objectif pour atteindre un succès durable.

**Comment voyez-vous l'évolution des femmes indiennes ? Quel avenir vous paraît possible pour les fillettes des villages et leurs mères ?**

L'avenir des femmes indiennes dépend de leur intérêt à adopter des mesures de développement dans les domaines du logement, de l'éducation des enfants, de la formation professionnelle, de l'amélioration de l'auto-emploi, de la création de nouvelles sources de revenus stables et de l'épargne pour l'avenir. Les initiatives d'auto-amélioration doivent être soutenues et maintenues.

Pour les filles et les mères, l'avenir consiste à construire des modèles à suivre : atteindre

des niveaux d'éducation élevés, se former à des compétences qui se transforment en entreprises modèles, créer des opportunités d'emploi pour les autres et développer de simples entreprises en entreprises polyvalentes.

L'implication de LACIM dans ces projets nous a permis d'atteindre un certain niveau dans nos objectifs et nous tenons à exprimer notre plus profonde gratitude. En tant que femme et veuve, je suis personnellement ravie et touchée par toute la compassion que vous avez manifestée. Grâce à vous, j'ai l'espoir et la force de relever les prochains défis.



**Petit artisanat**

# Agir jour après jour pour un équilibre des droits et des pouvoirs



En avril 2025, Yvon Yacinthe Faustin, partenaire et coordonnateur des jumelages en Haïti a rencontré M<sup>me</sup> Marie Roseleine Jean Baptiste, secrétaire de l'ADRESFEM, une association pour le respect et la dignité des femmes.

**M**arie Roseleine Jean Baptiste est la Secrétaire générale de l'Association pour la Dignité et le Respect des Femmes (ADRESFEM), une organisation fondée par OJUCAH (Organisation des Jeunes Universitaires de Carrefour pour l'Avancement d'Haïti), qui est une association reconnue d'utilité publique agissant dans le secteur de Laval.

Crée en juillet 2018, l'ADRESFEM milite pour la défense des droits des femmes.

Engagée tant dans les questions organisationnelles que dans la politique, Marie Roseleine Jean Baptiste a été élue comme conseillère d'administration de la section communale (CASEC)<sup>1</sup> lors des dernières élections générales dans le pays en 2017. Elle est encore la présidente dudit conseil, étant donné qu'il n'y a pas eu d'élection organisée depuis lors. L'entretien a eu lieu lors de notre visite chez OJUCAH en date du 15 mars 2025. En tant que présidente de l'organisation ADRESFEM, madame Roseleine était là pour répondre à nos questions.

## Donner des responsabilités aux femmes

ADRESFEM est une organisation qui est très engagée dans la promotion des droits des femmes et des filles. D'ailleurs elle a un club qui s'appelle « kore tifi »<sup>2</sup>, un espace où les filles apprennent à se défendre sur divers points de vue. Elles apprennent à développer des activités artisanales, de la maroquinerie et tout ce qui peut les aider à faire face aux difficultés de la vie. Les produits fabriqués sont vendus dans la communauté et dans d'autres endroits chaque fois qu'une occasion se présente. Par ailleurs, une trentaine de femmes s'activent dans la construction des maisons. Elles ont bénéficié de la formation tant en Haïti qu'à l'étranger afin d'acquérir de la capacité pour construire des maisons. A présent, elles travaillent dans un projet de construction de maisons conduit par OJUCAH grâce à un financement de l'ONG appelée Habitat Cité. Ce projet réalisé à Laval permet à plus de 75% des familles de bénéficier de ces logements. L'appui peut être la construction dans son intégralité, un agrandissement de la maison existante ou des réparations. Au

niveau des équipes de construction, les femmes occupent 80% des places et ont les plus grandes responsabilités sur les chantiers.

## Agir, ce n'est pas qu'informer, c'est aussi former

Le problème de la violence faite aux femmes est encore très présent dans la communauté mais il y a beaucoup de travail déjà réalisé pour y faire face. En effet, beaucoup de formations sont réalisées et l'organisation de femmes est même affiliée avec l'organisation féministe « **FANM DESIDE** » qui est basée à Jacmel et qui aide à faire les poursuites judiciaires chaque fois qu'il y a des cas de violence sur les femmes. Dans ce contexte, des couples suivent des formations sur ce thème et des garçons sont finalement très contents de pouvoir participer à ces activités. Ainsi, il y a une sorte d'équilibre qui s'installe petit à petit au point que les hommes ont fini par accepter cela comme un fait. Le combat est mené globalement contre la violence, non seulement du point de vue sexuel, mais aussi économique et physique. On est donc en train de créer un équilibre de pouvoir où les filles et garçons font les mêmes travaux.

Grâce aux travaux de sensibilisation et de la formation réalisés, les grossesses précoces sont en nette diminution tandis que l'organisation « **FANM DESIDE** » donne des suites judiciaires pour les cas de violence exercées sur les femmes.

## Un processus long mais permanent

Il s'agit toutefois d'un processus qui vient d'être commencé et qui prendra du temps. Malgré les freins, madame Roseleine estime qu'on commence par avoir de très bons résultats car les gens travaillent en commun aujourd'hui. Ils apprennent comment se mettre ensemble pour faire de l'argent. Les femmes elles-mêmes ont des contrats dans le domaine de la construction et sont payées à la fin de chaque mois pour les travaux réalisés.

<sup>1</sup> La plus petite entité administrative du pays

<sup>2</sup> « kore tifi » = supports aux filles



Marie Roseleine



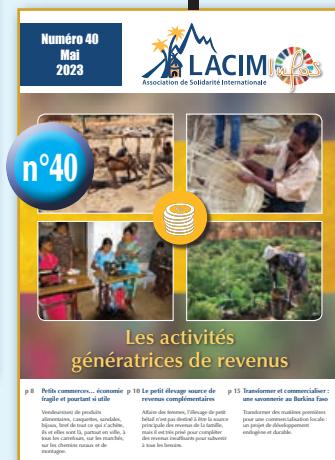
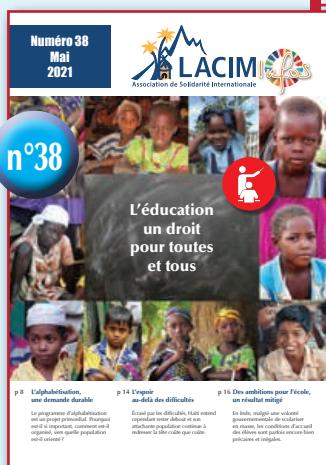
Cuisinières dans un atelier



Organiser l'accès à l'eau et à l'hygiène

# LACIM s'engage dans les 17 objectifs de développement durable de l'ONU.

## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



**Renseignements au secrétariat de LACIM**  
tél. : 04 77 63 25 42 / Email : [lacim@lacim.fr](mailto:lacim@lacim.fr)

**Suivez LACIM sur [facebook](#) . Rendez-vous sur la page d'accueil [www.lacim.fr](http://www.lacim.fr) et cliquez sur le lien.**

## Je suis solidaire, je fais un don

Je m'associe aux actions soutenues par LACIM et je fais un don de :

30 €     50 €     75 €     120 €     autre montant : ..... €

66% des dons sont déductibles des impôts dans la limite de 20% du revenu imposable. Un reçu fiscal est établi par LACIM

M.  Mme

Adresse :

Code postal : ..... Ville : .....

- Je joins à ce bulletin un chèque à l'ordre de LACIM à envoyer à LACIM 83 place des Marguerites 42540 Croizet/Gand
- Je souhaite recevoir l'actualité de LACIM par courrier électronique à l'adresse mail : .....@.....

.....@.....

**Vous pouvez faire un don en ligne en allant le site [lacim.fr](http://lacim.fr)**

**JE SUIS SOLIDAIRE**

